

Introduction

« Trop souvent la vérité sur l'URSS est dite avec haine et le mensonge avec amour¹. »

André GIDE, 1936.

En 1935, notre attaché de l'Air à Moscou portait un jugement sévère sur les publications occidentales consacrées à l'Union soviétique : « Quand il s'agit d'événements qui se déroulent en URSS, la presse étrangère a une tendance à les louer ou à les dénigrer outre mesure [...] Pour les uns, l'URSS est le pays des miracles, pour les autres celui des efforts stériles². » Ce manichéisme, si justement perçu par l'attaché de l'Air, est d'autant plus exacerbé dans la France de l'entre-deux-guerres que les tensions politiques et sociales sont vives et que la Russie suscite l'une de ces passions récurrentes dont notre pays a le secret. Ce constat n'épargne pas l'armée française de la première moitié du xx^e siècle, mais sous des formes particulières et pour une bonne part atténuées en raison des spécificités propres à l'institution militaire. Ainsi, il serait faux de considérer qu'avant octobre 1917, l'armée française est russophile, et qu'à la suite de la révolution bolchevik, elle devient immédiatement et irrémédiablement soviétophobe. En effet, si le passage du tsarisme au communisme marque bien une rupture dans la perception de la question russe par les militaires français, cette césure est moins brutale et complète qu'il n'y paraît et ses causes sont trop complexes ou diverses pour les réduire au seul jeu des facteurs idéologiques et politiques.

Lorsqu'en octobre 1917 triomphe la révolution bolchevik, la Russie reste pour l'armée française un enjeu d'abord stratégique, d'autant plus vital que le haut commandement s'attend à une initiative majeure des Allemands sur le front de France pour le début de l'année 1918. Aussi, dans les semaines qui suivent la prise du pouvoir par les bolcheviks, la principale préoccupation des chefs militaires français est d'agir pour permettre, tant bien que mal, le maintien d'un front oriental qui obligerait les Allemands à conserver des forces à l'Est. C'est surtout sous cet angle qu'est analysée

1. GIDE A., *Retour de l'URSS*, Paris, Gallimard, 1936, p. 14.

2. SHD (DAT), 7N 3122, ambassade de Moscou, attaché de l'Air adjoint, l'industrie aéronautique soviétique, septembre 1935.

l'instauration du gouvernement des commissaires du Peuple et ses retombées dans l'ensemble des pays belligérants, puisque la priorité absolue reste l'affrontement avec l'Allemagne. La révolution relève alors de la contingence, car l'essentiel demeure la guerre, c'est-à-dire le maintien coûte que coûte des alliances de revers. Vers la fin du conflit, les perspectives changent, mais partiellement cependant, car une permanence essentielle subsiste jusqu'en 1939 : l'Allemagne reste pour l'armée française le problème central qui détermine largement l'attitude adoptée vis-à-vis de l'État soviétique et, plus largement, du communisme jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. C'est l'articulation de cette continuité avec les effets profonds et durables de la révolution bolchevik sur l'institution militaire qui permet d'expliquer l'attitude adoptée par l'armée face à l'URSS durant l'entre-deux-guerres.

D'abord, les troubles qui affectent plusieurs pays belligérants à partir de 1916, la vague révolutionnaire qui balaie l'Est européen entre 1917 et 1919, puis la formation du mouvement communiste international conduisent les théoriciens militaires à conclure que la tenue du front intérieur est devenue l'une des caractéristiques des guerres contemporaines qui joue désormais un rôle décisif pour décider de la victoire ou de la défaite³. Pour cette raison, le développement en France du mouvement communiste exige une redéfinition de l'ennemi intérieur du fait de la vocation mondiale du bolchevisme et de la subordination du PCF au Komintern, un organe étranger appendice de l'État soviétique. Cette mutation du concept d'ennemi intérieur, qui devient plus complexe et qui s'internationalise, intègre l'évaluation du risque révolutionnaire en regard de la menace allemande, une corrélation d'autant plus décisive qu'elle comprend dans certaines périodes la prise en compte de la collusion germano-bolchevik⁴. Cette nouvelle conception de l'ennemi intérieur ne modifie pas seulement la perception par les militaires de la situation française, mais elle rend plus complexe la question des relations avec la Russie soviétique, qui ne peuvent pas seulement relever de considérations géostratégiques et diplomatiques. En ce sens, l'URSS de l'entre-deux-guerres n'est pas seulement un problème d'un nouveau type pour l'armée française, mais également un sujet de grande interrogation : l'État soviétique est-il un partenaire possible ?

La question se pose dès les lendemains de la révolution d'Octobre et se reposera inévitablement au cours de l'entre-deux-guerres lorsque la France sera à nouveau confrontée à la menace allemande. En 1917, la Mission militaire en Russie, par pragmatisme, répond positivement et établit en conséquence des liens officieux avec le gouvernement des commissaires du peuple, tout en

3. LUDENDORFF E. (général), *La Guerre totale*, Paris, Flammarion, 1936, 249 p. PÉTAIN P. (maréchal), *L'Armée moderne*, n° 5, 1^{er} mars 1932, 16 p.

4. VIDAL G., *L'Armée française et l'ennemi intérieur (1917-1939). Enjeux stratégiques et culture politique*, Rennes, Presses universitaire de Rennes, 2015, 260 p.

conservant des liens officiels avec l'armée russe⁵. *A posteriori*, l'EMA approuve cette politique qui sera poursuivie jusqu'à la fin du printemps 1918, lorsque le haut commandement estime que les bolcheviks font désormais le jeu des Allemands et que l'intérêt de la France exige de favoriser la chute du régime révolutionnaire. Après la guerre et au cours des années 1920, le problème russe ne préoccupe guère l'EMA : l'URSS, pourtant perçue comme partie intégrante de la sphère d'influence allemande, n'apparaît pas comme une menace crédible pour son espace proche, tant en Europe qu'en Asie, du fait de sa faiblesse économique et militaire.

La question du partenariat est sérieusement envisagée au début des années 1930 dans un contexte marqué par un renouvellement de la situation européenne qui fait à nouveau de l'État soviétique un enjeu dans la confrontation franco-germanique. Ce changement d'attitude face à l'URSS s'inscrit dans un cadre plus vaste, celui des alliances de revers avec la Pologne et la Petite Entente. Il s'agit donc de savoir comment les militaires français perçoivent l'État soviétique, la place qu'ils lui attribuent sur la scène internationale et la question des relations que la France doit entretenir avec lui.

Si l'hostilité au communisme fait consensus au sein du corps des officiers, elle n'exclut pas des divergences qui sont particulièrement flagrantes à propos de la Russie soviétique. L'usage polysémique du terme bolchevisme et de ses dérivés dans la documentation militaire est particulièrement significatif de cette tendance générale. L'expression est le plus souvent employée comme synonyme de communisme avec une connotation péjorative qui souligne la gravité de la menace et majore la condamnation morale qui le vise. Bolchevisme suggère d'emblée l'origine russe du communisme, son essence foncièrement asiatique et par là même son assimilation à la barbarie et au chaos. Appliqué au PCF, il le désigne comme une force antinationale qui mène une entreprise de trahison au profit d'une entité étrangère. Cette acception banale au cours de l'entre-deux-guerres, abondamment utilisée dans tous les milieux anticommunistes, à gauche comme à droite, n'est toutefois pas systématique dans l'armée, car bolchevisme peut au contraire être parfois utilisé dans un sens positif. Tel est le cas, mais pas seulement, des attachés militaires en Russie qui considèrent que les bolcheviks constituent une élite occidentalisée qui s'efforce depuis 1917 de sortir la Russie de l'asiatisme dans lequel les tsars l'avaient laissée enlisée. Selon cette optique, le caractère dictatorial du régime est explicitement admis, mais il est estimé préférable à la complète anarchie dans laquelle le pays ne manquerait pas de tomber si le régime soviétique était renversé ; d'où la relative indulgence avec laquelle sont jugées ses dérives répressives et arbitraires de plus en plus évidentes.

5. Il s'agit de l'armée héritée du tsarisme et de la république de février. Elle sera officiellement dissoute après le traité de Brest-Litovsk en mars 1918, tandis que l'Armée rouge, créée un mois plus tôt, devient officiellement l'outil militaire de l'État soviétique.

Cette absence de perception univoque de l'État soviétique par les militaires français s'explique avant tout par la complexité du problème qu'il leur pose dès 1917. Cette difficulté suscite des interprétations divergentes et durables, qui entraînent d'inévitables désaccords quant à l'attitude que la France et son armée doivent adopter vis-à-vis de l'État soviétique, mais elle traduit aussi parfois une certaine ambivalence de l'institution militaire. Pourtant, l'armée française est considérée par l'historiographie comme uniformément et viscéralement hostile au communisme et à l'État soviétique tout au long de cette période. Les négociations militaires franco-soviétiques, rapidement avortées en 1933-1934 et, secondairement, à l'été 1939, semblent confirmer cette appréciation.

Ainsi, Peter Jackson estime qu'au cours des années 1930, les prises de décision par le haut commandement au moment de la guerre d'Espagne et à propos de l'alliance franco-russe sont faussées par les *a priori* politiques et idéologiques⁶ et qu'il en est de même à propos de l'exploitation du renseignement⁷. Cette thèse prévaut également chez les historiens des relations internationales⁸. Cependant, cette dominante historiographique, qui explique la posture adoptée par les militaires face à l'URSS par le jeu principal des facteurs politique et idéologique, a été remise partiellement en cause ces dix dernières années. En effet, des historiens des relations internationales, à partir de sources jusque-là inexploitées, ont montré que le facteur militaire, surtout dans sa dimension stratégique, avait pesé d'un poids décisif dans l'évolution des relations franco-soviétiques : Frédéric Dessberg pour la période 1930-1935, Gabriel Gorodetsky pour la fin de la décennie et les débuts de la Seconde Guerre mondiale, et Oleg Ken pour la politique extérieure soviétique de 1925 à 1939⁹. Collatéralement, les travaux de Mikhaïl Narinski insistent dès les années 1990 sur la subordination de la stratégie du PCF aux intérêts internationaux et stratégiques de

6. JACKSON P., « Stratégie et idéologie : le haut commandement français et la guerre civile espagnole », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 199, 2000, p. 111-133. JACKSON P., *France and Nazi menace: Intelligence and Policy making (1933-1939)*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 446 p.

7. JACKSON P., « La politisation du renseignement en France (1936-1938) », in G.-H. SOUTOU, J. FRÉMEAUX et O. FORCADE (dir.), *L'Exploitation du renseignement, op. cit.*, p. 63-81.

8. VAÏSSE M., « La perception de la puissance militaire soviétique par les militaires français en 1938 », *Revue historique des armées*, n° 3, 1983, p. 19-25. CŒURÉ S., « Endiguer le bolchevisme ? La "double frontière" dans le répertoire de l'anticommunisme (1917-1941) », in S. CŒURÉ et S. DULLIN (dir.), *Frontières du communisme*, Paris, La Découverte, 2007, p. 42-63. VAÏSSE M., « L'attitude des militaires français face à une alliance avec l'URSS (1930-1939) », *Forces armées et systèmes d'alliances*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1983, p. 689-703. CARLEY J. M., *1939 : L'Alliance de la dernière chance. Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, Montréal, Les presses de l'université de Montréal, 2001, p. 61.

9. DESSBERG F., *Le Triangle impossible. Les relations franco-soviétiques et le facteur polonais dans les questions de sécurité en Europe (1924-1935)*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, 440 p. ; GORODETSKY G., *Le Grand Jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, Paris, Les Belles Lettres, 2000, 573 p. ; KEN O., « Le double aspect de la stratégie soviétique en Europe centrale et orientale (1925-1939) », in S. DULLIN (dir.), « La politique internationale de l'URSS. Nouvelles approches », *Communisme*, n° 74/75, 2003, L'Âge d'homme, p. 46-69.

l'URSS, tout particulièrement durant la Seconde Guerre mondiale, selon une logique plus « réaliste » qu'idéologique¹⁰.

L'histoire militaire française est restée en marge de cette évolution, un retard paradoxal, car il existe une étude pionnière, la thèse du général Jean Delmas, *L'État-major français et le front oriental après la révolution bolchevik*, soutenue en 1965, qui démontre qu'entre octobre 1917 et novembre 1918, les considérations militaires et stratégiques ont eu un poids déterminant dans l'attitude adoptée par le haut commandement français vis-à-vis de l'État soviétique en cours de formation¹¹. Cette étude révèle également les divergences entre militaires quant à l'appréciation des événements et à la position de la France et de son armée face à la révolution bolchevik. Mais, cette thèse, tombée dans l'oubli, n'a pu influencer les quelques travaux postérieurs portant sur l'armée française et la Russie soviétique ou sur les relations franco-soviétiques de l'entre-deux-guerres¹².

En outre, l'historiographie française n'a que modestement et tardivement participé au renouveau de l'histoire militaire de l'URSS consécutif à la chute du régime communiste et à l'ouverture d'une bonne partie des archives de l'Armée rouge. Ce profond renouvellement est resté durant toute une période le monopole quasi exclusif des Anglo-Saxons¹³. Il faut attendre 1996 pour voir paraître la première étude française d'envergure sur l'Armée rouge sous la signature de l'économiste Jacques Sapir¹⁴. Des travaux d'historiens français, intégrant l'apport de l'historiographie anglo-saxonne, paraissent dans les années qui suivent, mais restent peu nombreux : en 1997, Jean-Christophe Romer publie une importante synthèse sur la pensée stratégique russe¹⁵, puis dans les années 2000, Jean Lopez, journaliste et historien autodidacte, rédige une série d'ouvrages de

10. Cf. en particulier, NARINSKI M., « Le Kremlin, le Komintern et la politique extérieure de l'URSS (1939-1941) », *Communisme*, n° 49-50, 1997, p. 29-44.

11. DELMAS J., *L'État-major français et le front oriental après la révolution bolchevik*, thèse de 3^e cycle (sous la direction de Pierre RENOUVIN), 1965, 326 p.

12. TCHOUBARIAN A., NARINSKI M., DU RÉAU E. et SOUTOU G.-H., *L'URSS et l'Europe dans les années 1920*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2000, 184 p. TCHOUBARIAN A., NARINSKI M., DU RÉAU E. et SOUTOU G.-H. (dir.), *La France et l'URSS dans l'Europe des années 1930*, Paris, PUPS, 2005, 192 p.

13. L'historien américain David Glantz a joué le rôle pionnier et reste l'auteur qui a publié le plus grand nombre d'ouvrages sur l'armée soviétique de 1917 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour exemples, GLANTZ D. M., *The Military Strategy of the Soviet Union*, Londres, Franck Cass, 1992, 360 p. ; GLANTZ D. M., *Colossus Reborn: The Red Army at War, 1941-1943*, Lawrence, University Press of Kansas, 2005, 807 p. ; GLANTZ D. M., *Stumbling Colossus: The Red Army on the Eve of World War*, Lawrence, University Press of Kansas, 1998, 374 p. D'autres auteurs ont ensuite complété ses travaux (DUNN W. S., *Hitler's Nemesis, The Red Army (1930-1945)*, Mechanicsburg, Stackpole Books, 2009, 249 p. ; REESE R. R., *The Soviet Military experience: a History of the Soviet Army (1917-1991)*, Londres, Routledge, 2000, 224 p.).

14. SAPIR J., *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Paris, Éditions du Rocher, 1996, 293 p. Son précédent ouvrage, *Le Système militaire soviétique*, Paris, La Découverte, 1988, 343 p., passe rapidement sur la période antérieure à 1945.

15. ROMER J.-Ch., *La Pensée stratégique russe au xx^e siècle*, Paris, Economica, 1997, 130 p.

synthèse consacrés à la Seconde Guerre mondiale en Russie¹⁶. Toutefois, cette dernière approche, très influencée par l'historiographie anglo-saxonne, reste cantonnée au domaine strictement militaire et ne touche que très marginalement aux caractéristiques du régime soviétique et aux sources de son « militarisme paradoxal » étudié par Jacques Sapir.

Étudier l'armée française face à la Russie soviétique est favorisé par la relative abondance des sources militaires. Sur la période 1917-1918, le corpus exploité par le général Delmas reste la référence¹⁷. Concernant l'URSS de l'entre-deux-guerres, la plupart des sources militaires se trouve au Service historique de la Défense dans les archives du renseignement militaire, celles des 3^e et 4^e bureaux, du Conseil supérieur de la défense nationale et du Collège des hautes études de défense nationale ne fournissant qu'un apport limité. Le renseignement militaire comprend deux ensembles : le 2^e bureau de l'état-major, qui fait partie intégrante de l'administration centrale de l'armée et dont la mission est d'assurer le traitement de l'information permettant d'éclairer la prise de décision du haut commandement. Les services spéciaux, qui constituent le deuxième ensemble du renseignement militaire, sont regroupés dans la centrale SR-SCR qui est divisée en deux sections, la section de recherche (SR), chargée du renseignement extérieur, et la section de centralisation du renseignement (SCR) chargée du contre-espionnage pour l'essentiel hors du territoire national. En principe subordonnés au 2^e bureau, les services spéciaux bénéficient en fait d'une grande autonomie et peuvent faire des analyses divergentes de celles du service de l'EMA.

Jusqu'en 1933, la documentation du 2^e bureau sur l'URSS est alimentée par des synthèses et des documents divers rédigés par des officiers du service, certainement pour l'essentiel à partir de sources publiques (presse, revues, ouvrages) d'origines française ou étrangère, en particulier soviétique. Par contre, les notes de la SR et de la SCR sont relativement peu nombreuses, ainsi que les rapports concernant l'URSS envoyés au 2^e bureau par les attachés militaires en poste dans les pays voisins de l'Union soviétique. La création en mars 1933 du poste d'attaché militaire à Moscou améliore sensiblement la connaissance de l'Armée rouge, mais également de l'URSS, car les attachés militaires successifs sont directement au contact des réalités quotidiennes soviétiques, ce qui leur permet d'avoir un bon aperçu de l'évolution générale du pays. En particulier, leurs voyages à travers

16. LOPEZ J., *Koursk, Les quarante jours qui ont ruiné la Wehrmacht*, Paris, Economica, 2008, 322 p. ; LOPEZ J., *Stalingrad. La bataille au bord du gouffre*, Paris, Economica, 2008, 485 p. ; LOPEZ J., *Berlin. Les offensives géantes de l'Armée rouge, Vistule-Oder-Elbe (12 janvier-9 mai 1945)*, Paris, Economica, 2009, 644 p. Ces deux dernières années sont parues trois synthèses : BERNARD N., *La Guerre germano-soviétique 1941-1945*, Paris, Tallandier, 2013, 797 p. ; LAURENT B., *La Guerre totale à l'Est, 1941-1945*, Paris, Nouveau Monde, 2014, 557 p. ; RICHARDOT Ph., *Hitler face à Staline. Le front de l'est, 1941-1945*, Paris, Belin, 2013, 383 p.

17. DELMAS J., *L'État-major français et le front oriental, op. cit.*, t. 1, p. IV-V.

l'URSS leur donnent l'occasion de rédiger des rapports d'un très grand intérêt. Ils ne fournissent à Paris que des informations obtenues dans le cadre de leur mission officielle, car le Quai d'Orsay, qui a autorité sur eux, leur interdit formellement toute activité d'espionnage¹⁸. S'ajoutent à cette documentation, les rapports rédigés entre 1934 et 1937 par les officiers stagiaires dans l'armée soviétique. C'est d'ailleurs avec un double étonnement que j'ai découvert tous ces documents rédigés par les militaires français amenés à séjourner, de quelques semaines à quelques années, dans l'URSS des années 1930 : d'abord, ces rapports se distinguent dans l'ensemble par leur grande qualité de rédaction, d'observation et d'analyse ; il est ensuite surprenant que des documents d'un tel intérêt et depuis longtemps accessibles n'aient jamais été exploités par les chercheurs¹⁹.

Des documents diplomatiques français figurent également dans le corpus afin d'introduire quelques aspects comparatifs entre militaires et diplomates. En complément des archives, j'ai utilisé nombre de sources imprimées. Parmi les publications militaires, le quotidien *La France militaire* est une source de première importance, qui occupe une place très particulière au sein de l'institution militaire. En effet, ce journal, qui émane de l'EMA, c'est-à-dire étroitement contrôlé par la haute hiérarchie militaire, a un contenu moins convenu, plus ouvert que les revues militaires, telle que la *Revue militaire française*. Ainsi, certains de ses articles peuvent refléter les préoccupations des hautes sphères de l'armée, exprimer des choix officiels du haut commandement, mais, plus important encore, ils permettent l'expression de controverses implicites qui peuvent s'étendre sur des mois, voire des années. Cette formalisation de divergences, dont l'autorisation est nécessairement très calculée, est révélatrice de tensions latentes au sein des hautes instances de l'armée, tout particulièrement dans le domaine des enjeux internationaux. J'ai aussi largement exploité les carnets du général Schweisguth, premier sous-chef de l'état-major de 1936 à 1937, et ceux de Louis Rivet, chef du contre-espionnage militaire, ainsi que, de manière plus limitée, le journal de marche du général Weygand. J'ai également utilisé divers Mémoires, les principaux d'entre eux étant ceux des généraux Gamelin et Niessel²⁰.

18. HILBERT L., « Les attachés militaires français : leur statut pendant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 215, 2004, p. 25-33. Les attachés militaires adjoints sont chargés, dans un certain nombre de postes, des tâches de renseignement. Mais ce n'est pas le cas à Moscou en raison de la surveillance étroite qui pèse en permanence sur tous les personnels d'ambassade en poste en URSS.

19. Ainsi, Sophie Cœuré n'exploite, ni même ne cite, cette documentation militaire de premier ordre (CŒURÉ S., *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Le Seuil, 1999, 364 p.).

20. GAMELIN M. (général), *Servir*, Paris, Plon, 1946, 3 volumes ; NIESEL H.-A., *Le Triomphe des Bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk : Souvenirs 1917-1918*, Paris, Plon, 1940, 381 p. Chef de la MMF en Russie de septembre 1917 à mars 1918, le général Niessel, très proche de Pétain, restera tout au long de l'entre-deux-guerres un homme d'influence au sein de l'institution militaire, très attentif à la question du communisme et très engagé dans la lutte contre l'ennemi intérieur.

L'exploitation des sources posait plusieurs types de problèmes. Il était d'abord nécessaire de prendre en compte le caractère sensible de la question communiste, rendu plus complexe par ses variations d'intensité selon les périodes et selon l'origine des sources. On constate en particulier une perception plus passionnelle du bolchevisme au cours des années 1930 qu'au cours de la décennie précédente. De même, selon leur origine, des documents peuvent exprimer sans détour des motivations politiques ou idéologiques. Ainsi, les attachés militaires ou la SCR manifestent en général un engagement anticommuniste moins explicite que le 2^e bureau de l'EMA. Enfin, se pose la question de la provenance des sources et de l'influence des informations qu'elles contiennent au sein de l'institution et plus particulièrement de leur impact sur le haut commandement.

En dépit de nombreuses lacunes, d'imprécisions et de problèmes d'interprétation, l'exploitation des sources m'a permis d'aboutir à certaines conclusions et de préciser nombre d'hypothèses. Pour parvenir à ces résultats, la principale difficulté était d'établir que le bolchevisme était pour l'armée française un problème de politique internationale et un enjeu stratégique, alors qu'il était simultanément perçu comme une menace intérieure. L'interaction entre ces deux dimensions contradictoires du phénomène communiste est d'une intensité variable selon la marche des événements, des variations des conjonctures nationale ou internationale et des évolutions propres au monde communiste. Dans l'ensemble, la tension fluctuante entre impératifs extérieurs et réalités intérieures aboutit pourtant sur la période 1917-1939 à une relative déconnection de la question communiste intérieure et de la posture adoptée vis-à-vis de l'URSS. Si sur le territoire national et dans l'Empire, la perception du bolchevisme, c'est-à-dire essentiellement du PCF, est celle de l'ennemi intérieur, étroitement liée au mouvement communiste international et plus encore à l'URSS, il n'est pas considéré, à l'exception de la période été 1936-printemps 1937, comme une très grave menace et l'Allemagne reste constamment perçue comme le danger majeur pour la sécurité du pays. C'est pour cette raison que le partenariat avec l'État soviétique, tourné contre l'Allemagne, est envisagé très tôt, dès l'automne 1917, puisque de la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'en 1939, se pose la question du rôle que peut jouer l'URSS sur la scène européenne dans le face à face entre la France et le Reich. Sur l'ensemble de la période, le haut commandement, oscillant entre hostilité, indifférence et intérêt, ne parvient pas à donner une réponse claire et durable à ce problème qui s'inscrit dans la durée et pose une série d'interrogations récurrentes :

- Les objectifs des dirigeants soviétiques sont-ils avant tout révolutionnaires ou nationaux? Ce régime est-il stable, solide? A-t-il les moyens de mener une politique de puissance?

- Par-delà la propagande du Kremlin et les données statistiques, quelle est la véritable valeur de l'Armée rouge ?
- L'alliance est-elle possible et souhaitable ?